



DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
OTTAWA - CANADA

N° 71/18

ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET PAIX MONDIALE

Texte du discours de l'honorable Mitchell Sharp, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à la Quatrième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, Genève, le 6 septembre 1971.

Monsieur le Président,

C'est un honneur pour moi et pour mon pays d'être le premier ministre des affaires étrangères à prendre la parole à l'une de ces importantes conférences. L'expérience du Canada dans la mise au point des applications pacifiques de l'énergie nucléaire remonte à la fin des années 40. Nous n'avons jamais regretté notre décision de concentrer nos ressources sur cet aspect de la science atomique, initiative qui s'est acquise dès le début l'appui du plus grand nombre des Canadiens.

Seize années se sont écoulées depuis l'ouverture, en ce lieu, de la Première Conférence. Cette Première Conférence de 1955 a retenu l'attention du monde et soulevé de grandes espérances. Jusque-là, les mots "énergie atomique" n'avaient évoqué à l'esprit que l'énorme nuage-champignon, la tempête de feu et l'impuissance de l'homme devant cette nouvelle arme catastrophique. Jusqu'en 1955, très peu d'hommes de science connaissaient les réalisations techniques et les possibilités que recouvrait alors le voile du secret. C'est ici même, au Palais des Nations, que le mystère fut dévoilé et qu'il fut révélé au monde que l'homme pouvait utiliser cette nouvelle source d'énergie pour l'amélioration de sa vie comme pour sa destruction.

Les nouvelles espérances de 1955 furent contrebalancées, trop lourdement peut-être, par la crainte persistante que provoquait chez l'homme la course aux armes nucléaires. Le public entendit parler de l'utilisation, plus intéressante, des isotopes et des possibilités d'une production géante d'énergie électrique au moyen de l'énergie atomique. Mais durant la plus grande partie de la décennie suivante, on entendit parler de mégatonnes et de "mégamorts" plutôt que de mégawatts. Les retombées nucléaires étaient le nouveau fléau à craindre, des missiles balistiques intercontinentaux en venaient à être dirigés vers la plupart des grandes villes du monde, et continuent d'être orientés vers ces objectifs. A la peur ancestrale de la guerre et de l'oppression est venue s'ajouter une nouvelle crainte, celle de la destruction massive instantanée que pouvait provoquer la pression d'un doigt sur un bouton,

perspective qui faisait douter du rôle effectif que jouaient les hommes d'État et les diplomates pour le maintien de la paix.

Ces dernières années ont vu un apaisement relatif de ces craintes. C'est là une réaction normale de la nature humaine; le fermier qui cultive la terre sur les pentes d'un volcan apprend peu à peu à ne pas s'inquiéter d'une éruption qui n'arrivera peut-être jamais. Nous avons reconnu que les deux grandes puissances militaires du monde se trouvent pour le moment dans un état d'équilibre, et que ni l'une ni l'autre ne peut rompre cet équilibre sans s'exposer à sa propre destruction, voire sans entraîner la destruction de l'humanité; cette situation d'équilibre ne pouvait que provoquer à son tour un apaisement de nos craintes.

Le Canada est heureux des initiatives prises par les États-Unis et l'Union soviétique en vue de la limitation des armes stratégiques, objet des entretiens SALT. Les deux puissances nucléaires ont commencé à s'acquitter des obligations que leur confère l'Article VI du Traité de non-prolifération. La tâche qu'elles ont entreprise est à la fois complexe et difficile. Des progrès encourageants ont été annoncés, toutefois, le 20 mai dernier, à la suite de l'entente de principe réalisée entre les États-Unis et l'Union soviétique, qui doivent élaborer cette année un accord limitant le déploiement des missiles antibalistiques et adopter éventuellement certaines mesures relatives à la limitation des armes stratégiques offensives. Nous suivrons tous avec le plus vif intérêt les efforts qui, au cours des mois à venir, feront de ces accords de principe une réalité permanente. Nous espérons que les accords SALT comporteront des mesures mettant fin à la course aux armes nucléaires sous son aspect qualitatif comme sous son aspect quantitatif.

Le Traité de non-prolifération qui est entré en vigueur le 5 mars 1970, et le régime de garanties que vient récemment d'élaborer le Comité des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique donnent des raisons d'espérer que toute dissémination des armes nucléaires sera limitée. Les déclarations solennelles des États parties au Traité qui renoncent à ce genre de force militaire, et leur entente sur l'inspection éventuelle de leurs installations nucléaires par du personnel international semblent justifier un optimisme prudent. Il y a toutefois des États qui n'ont pas signé le Traité. Le Traité de non-prolifération verra son efficacité diminuée si certaines puissances dotées ou presque dotées d'armes nucléaires continuent de se tenir à l'écart. Je suis heureux de vous annoncer aujourd'hui que nos négociations progressent rapidement et que le Canada prévoit conclure un Accord de garanties avec l'Agence avant la fin de l'année.

La confiance qu'inspire le Traité de non-prolifération sera rehaussée s'il est appliqué sans anicroches et de façon efficace. Les États qui ont renoncé aux armes nucléaires l'ont fait avec la conviction que leurs propres intérêts sont mieux servis ainsi; ils reconnaissent qu'ils ont moins à craindre des autres États en montrant que ceux-ci n'ont rien à craindre d'eux. La confiance mutuelle engendrée par cette renonciation ne s'épanouira que si ces mêmes États sont prêts à coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et avec ses inspecteurs pour l'application des garanties.

Chaque pays doit garder une comptabilité exacte de la production, des mouvements et de la consommation de ses produits fissiles s'il veut s'assurer un contrôle interne adéquat. La comptabilité nécessaire à l'administration interne répond, sinon à chacune, du moins à la plupart des exigences de l'inspection internationale. Il me semble, par conséquent, que les garanties ne constituent pas un fardeau supplémentaire énorme. Je sais que certaines organisations craignent de compromettre leurs secrets industriels en se soumettant à des inspections minutieuses, mais les véritables secrets industriels sont dans des domaines qui ne sont pas touchés par les inspections, comme la conception et la fabrication des éléments, et ces craintes sont exagérées. Chaque État a intérêt à coopérer généreusement avec le service d'inspection de l'Agence et à démontrer au reste de l'humanité que ses intentions sont entièrement pacifiques.

La paix dans le monde n'est peut-être pas aussi précaire qu'il y a quelques années, mais elle est toujours menacée. Le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires signé à Moscou en 1963 a beaucoup réduit le nombre d'explosions nucléaires qui contaminent l'atmosphère mais il ne les a pas éliminées, loin de là. Dans une certaine mesure, on peut considérer ce Traité comme une importante mesure d'hygiène publique plutôt que de contrôle des armements. Les journaux ne nous rappellent plus le niveau quotidien des retombées nucléaires pour nous rappeler que certains pays travaillent activement à mettre au point des armes nucléaires encore plus destructrices. Mais les essais souterrains se poursuivent et se sont même multipliés depuis la signature du Traité d'interdiction partielle. On continue de mettre au point des armes nucléaires toujours plus perfectionnées.

Cette situation a amené bon nombre de pays, dont le Canada, à conclure que le moment est venu de faire un nouvel effort pour étendre le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires de 1963 aux essais nucléaires souterrains. Les études sismologiques, la mise au point de meilleurs instruments, et la possibilité d'une coopération internationale pour l'échange de données sismiques nous permettent de croire qu'il est possible de découvrir des méthodes sismologiques capables de faire la distinction entre les explosions nucléaires souterraines et les secousses sismiques naturelles. Il y a encore des problèmes et des ambiguïtés à éliminer, et particulièrement en ce qui a trait aux explosions de très faible rendement, où la vérification devient peu sûre. Mais la possibilité actuelle de mieux reconnaître les secousses sismiques permet d'espérer qu'on puisse résoudre le problème, déjà considérablement diminué, des inspections sur place qui depuis trop longtemps gêne tous les efforts tentés pour conclure une interdiction des essais nucléaires souterrains.

Le problème de la vérification est, en dernière analyse, un problème plus politique que technique et, à notre avis et de l'avis d'un très grand nombre de pays non nucléaires, le moment est venu pour les deux grandes puissances nucléaires de reprendre les négociations abandonnées il y a huit ans afin de résoudre ce problème. Il ne faut pas oublier, par ailleurs, qu'il serait souhaitable que tous les États nucléaires adhèrent au Traité de Moscou et conjuguent leurs efforts en vue d'une interdiction complète de tous les essais nucléaires. En attendant qu'une telle interdiction puisse être mise en

vigueur, j'exhorte les deux grandes puissances nucléaires à réduire leurs essais souterrains en commençant par les plus gros.

Alors que je vous parle aujourd'hui, je suis conscient, avec un certain malaise, du fait qu'un quart de l'humanité, le peuple de Chine, est sans représentation parmi nous. J'accepte l'assurance de M. Chou En-lai, qui affirme que les intentions de la Chine sont pacifiques, mais je suis sûr que nous serons tous plus tranquilles lorsque les représentants de cette ancienne civilisation et de ce puissant État moderne prendront part à nos délibérations plutôt que de les observer en silence. Le Canada fera tout en son pouvoir pour que ce soit la dernière des conférences sur l'énergie nucléaire à laquelle un quart de l'humanité et une puissance nucléaire se trouve sans représentation.

Au cours des seize années qui se sont écoulées depuis 1955, année de notre Première Conférence, les physiciens et les ingénieurs nucléaires ont poursuivi avec succès leurs travaux. Dans la plupart des cas, il est maintenant possible de produire de grandes quantités d'électricité par la fission de l'uranium à un prix de revient comparable à celui qu'enregistrent les stations thermiques alimentées au charbon ou au pétrole. La crainte d'une crise mondiale dans le domaine de l'énergie est reportée à plus tard, quelques siècles peut-être. Notre tâche consiste maintenant à assurer à l'humanité tout entière, grâce à cette nouvelle technologie, l'énergie dont chacun a besoin. Nous avons la technologie voulue et l'humanité a besoin d'électricité. Il semble certain qu'on abandonnera graduellement les stations thermiques à combustibles fossiles en faveur des nouvelles stations nucléaires.

Un débat vaste et animé se poursuit entre ceux qui mettent en doute la sécurité des stations nucléaires et ceux qui se portent à leur défense. Il ne faut pas perdre de vue, dans l'émotion que soulève cette polémique, les faits essentiels de la situation. L'industrie nucléaire a été marquée par la sécurité de son exploitation dans le passé. Aucune autre industrie, cela pour des raisons évidentes, n'a été aussi consciente de ses responsabilités envers ses employés, le public et l'environnement. Dans un monde où chacun est exposé continuellement à des dangers innombrables, il faut garder le sens des proportions. L'humanité aurait tort de se priver d'une source d'énergie dont elle a un tel besoin. Notre planète a dégorgé les combustibles fossiles qui nous ont permis de nous lancer dans l'ère industrielle. Mais on ne saurait compter éternellement sur les combustibles fossiles, et je le dis en étant pleinement conscient que l'humanité sera peut-être forcée d'apprendre à restreindre sa consommation d'énergie. Lorsqu'on songe aux risques que comporte l'énergie nucléaire, il faut aussi prendre en considération les risques qui surgiront si l'on s'en détourne, et je ne parle pas seulement des risques que comportent les autres combustibles vers lesquels nous pouvons nous tourner temporairement, charbon, pétrole, gaz, mais aussi le risque de voir les nations du monde, face à une pénurie mondiale d'énergie, se faire la guerre pour accaparer le peu d'énergie encore disponible.

Je voudrais qu'on comprenne clairement ce à quoi je veux en venir. Je ne prétends pas qu'il n'existe aucun problème ou que les solutions de ces problèmes soient toutes simples, mais je suis d'avis que nous pouvons les surmonter à un coût qui n'est pas prohibitif si nous voulons bien y consacrer les ressources voulues.

La paix n'est pas uniquement l'absence de guerre. Pour vivre en paix il faut constituer une société mondiale au sein de laquelle l'homme puisse exprimer sa personnalité et s'épanouir sans attaquer son voisin ni lui ravir ses biens. Voilà pourquoi la fission nucléaire peut contribuer énormément à la réalisation de la paix et à l'élimination de la pauvreté dans le monde. Les Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique et certains pays ont fait des efforts notables pour contribuer à cette grande entreprise. Mon propre pays y a joué un rôle important en aidant les pays en voie de développement à mettre au point leurs propres programmes de mise en valeur de l'énergie nucléaire.

Cette expérience, toutefois, nous incite à faire une mise en garde. L'atome, en effet, n'est qu'un instrument de développement économique, dont les possibilités ne sont pas illimitées et qui entraîne des frais énormes. Seuls, les pays les plus riches et les plus industrialisés sont en mesure d'effectuer les travaux nécessaires à la mise au point de ces techniques.

Par exemple, les techniques de production de l'électricité au moyen de réacteurs nucléaires permettent maintenant d'envisager la construction de grandes centrales génératrices partout où se manifeste un besoin évident de grandes quantités d'énergie électrique et où l'électricité peut servir à résoudre des problèmes qui se posent déjà. Mais combien de pays en voie de développement répondent à ces critères?

Nous avons tous entendu parler du "complexe agro-industriel", et en particulier des travaux projetés en Inde. Il s'agirait en l'occurrence d'utiliser l'énergie nucléaire pour puiser dans les nappes souterraines profondes l'eau nécessaire pour irriguer les terres. Je crois savoir qu'on envisage aussi de se servir de l'atome pour fabriquer sur place des engrais chimiques. Si elle était couronnée de succès, cette entreprise ferait progresser de façon sensible la "révolution verte", qui profite déjà considérablement au sous-continent indien. Le succès dans ce domaine marquerait un tournant important dans l'histoire de la lutte contre la faim et la sous-alimentation.

Il est aussi question d'utiliser l'énergie nucléaire pour dessaler l'eau de mer industriellement, mais cela paraît plus difficile. Le besoin s'en fait sentir, sans aucun doute, et nous tenons peut-être là la clé qui ouvrira à la "révolution verte" les déserts du monde. Cependant, tout comme l'énergie atomique n'est pas toujours le moyen le plus économique de produire l'électricité, nous devons prendre bien garde de laisser entendre aux peuples et aux gouvernements que le grand rêve du dessalement de l'eau de mer est sur le point de se réaliser.

Au cours des prochains jours, vous allez consacrer beaucoup de temps à l'étude de l'utilisation industrielle de l'énergie atomique pour la production de l'électricité et le dessalement de l'eau de mer. Vous allez aussi examiner les nombreuses applications des isotopes et des radiations dans les domaines de la recherche, de l'industrie, de l'agriculture et de la médecine, où les techniques font des progrès remarquables, particulièrement dans le diagnostic et le traitement du cancer et d'autres maux qui affligent l'humanité.

Vous allez tenter d'apprécier dans quelle mesure ces nouvelles techniques sont susceptibles d'améliorer la vie dans les pays en voie de développement.

Mais les isotopes et les radiations sont des instruments, et ne constituent pas une fin en soi. Nous devons donc, encore une fois, préciser nos objectifs et déterminer si l'énergie atomique nous offre le meilleur moyen de les atteindre. Les pays en voie de développement, par exemple, ont grand besoin de meilleures méthodes pouvant empêcher la détérioration des aliments en entrepôt: la vermine et diverses formes de décomposition détruisent une part importante de leur production. Les radiations permettraient peut-être de mieux conserver ces aliments, mais tant que cela n'est pas prouvé, non plus que la rentabilité du procédé utilisé, il vaut sans doute mieux s'en tenir dans la plupart des cas à des techniques éprouvées: déshydratation, mise en conserve et réfrigération.

Pour faire face à la difficulté de conserver les fournitures médicales à l'état stérile loin des hôpitaux modernes et dans des conditions souvent difficiles, on a déjà recours à une technique bien établie, qui consiste à isoler d'abord les objets dans des emballages hermétiques et à les soumettre ensuite à des radiations suffisantes pour les stériliser complètement. Les fournitures médicales sont alors à l'abri de toutes les formes de contamination jusqu'à ce qu'on ouvre les emballages, au moment où on en a besoin. Je crois savoir que cette technique pourrait être adoptée immédiatement dans les pays en voie de développement.

Il vaudrait mieux, soit dit en passant, que l'initiative soit laissée dans ce domaine à ces pays eux-mêmes - à leurs savants, à leurs économistes, à leurs entrepreneurs. Il faut pour cela qu'ils possèdent leurs propres centres d'études, que l'innovation y soit encouragée et qu'on y procède à des examens sérieux des besoins locaux.

Nous sommes venus ici pour parler du beau côté de la médaille nucléaire, mais cela ne doit pas nous faire oublier l'autre face. Bien que nous puissions à juste titre être fiers de nos réalisations et confiants dans les possibilités que nous ouvre l'utilisation pacifique de l'atome, nous ne devons pas oublier pour autant qu'utilisé à mauvais escient, il présenterait une force destructrice que savants et profanes ont peine à imaginer.

Réunis dans cette ville aux vieilles traditions de libertés, où l'humanité a formulé bien des espoirs de paix, vous formez un rassemblement unique de compétences dans le domaine de la science nucléaire. Tout en vous souhaitant beaucoup de succès dans vos entretiens sur les techniques nucléaires pacifiques, je vous exhorte à rester conscient, au plus haut point, de vos responsabilités particulières envers toute l'humanité, et surtout envers les nouvelles générations, nées dans un monde atomique qu'elles n'ont pas contribué à construire.

Il existe aujourd'hui un état d'équilibre entre les grandes puissances nucléaires, États-Unis et Union soviétique. Ces puissances cherchent maintenant les moyens de limiter la course aux armements nucléaires, en vue, je l'espère, de trouver un nouvel équilibre entre des forces moins considérables et moins

menaçantes. Je vous ai déjà signalé que la Chine deviendra peut-être bientôt une puissance nucléaire avec laquelle il faudra compter. Il faudra en tenir compte dans la définition du nouvel équilibre, et plus tôt la Chine siégera de plein droit aux grands conseils du monde, mieux cela vaudra pour nous tous.

Je vous laisse sur cette pensée. La population du monde a besoin de l'énergie et des autres bienfaits que la science nucléaire peut lui apporter. Elle accepte à regret l'équilibre de la terreur qui lui offre une certaine mesure de sécurité. Mais beaucoup de ceux qui n'ont pas vos connaissances spécialisées considèrent l'énergie nucléaire comme intrinsèquement dangereuse, comme une bête à demi apprivoisée. A titre de gardiens de la science et des techniques nucléaires, vous êtes mieux que quiconque en mesure de faire comprendre à vos gouvernements, directement et par le truchement de l'opinion publique mondiale, qu'ils ont le devoir de veiller à ce que la bête nucléaire soit apprivoisée tout à fait, et attelée à des tâches qui profitent à tous.

S/C